

# PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

## Journal de Syrie

N° 49 du 14.04.12

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal de Syrie" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : [no-war.over-blog.com](http://no-war.over-blog.com)

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : [http://www.palestine-solidarite.org/Journaux\\_syriens.htm](http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_syriens.htm)

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : [fa032881@skynet.be](mailto:fa032881@skynet.be)

Sommaire de la lutte pour la libération du territoire.

### Sommaire :

1 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

1-1 William BLUM : La Syrie mise en perspective et le Bilan d'Obama.

1-2 Pierre Khalaf : Les dernières manœuvres de Washington et de ses alliés européens, turcs et arabes.

2 Déclarations et prises de positions

2-1 Béchara Raï,: "Nous avons trois paroisses en Syrie et nous visiterons ce pays quand la situation se calmera".

3 Pays Arabes & voisins

3-1 Sana : Le président Medvedev a souligné que : LA VIOLATION DE LA LOI INTERNATIONALE, CONCERNANT LA SITUATION EN SYRIE ET EN IRAN, MENE AU CHAOS.

3-2 Pierre Khalaf : Moscou et Pékin enterrent l'unilatéralisme américain grâce à la résistance de la Syrie.

3-3 K. Habib : A la Ligue arabe et aux BRICS : victoire pour l'option de Moscou et Pékin.

3-4 Subversion : La Turquie va t'elle utiliser la " carte Tcherkesse " contre la Russie et la Syrie ?

4 Europe

4-1 Olivier MONTULET : La Belgique pourrait intervenir en Syrie...

4-2 France : Paris juge inacceptables les nouvelles exigences de Damas.

5 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos.

5-1 La ville de Homs "sous un déluge de feu" le 23 mars ?

5-2 [De l'art de trier les informations](#)

---

---

---

---

---

1 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

1-1 William BLUM : La Syrie mise en perspective et le Bilan d'Obama.

La Sainte Trinité - les Etats-Unis, l'OTAN et l'Union Européenne – ou un de ses composants, arrivent généralement à ses fins. Elle voulait renverser Saddam Hussein, et peu après il pendait au bout d'une corde. Elle voulait renverser les Taliban et, grâce à une supériorité militaire écrasante, la chose fut faite

assez rapidement. Elle voulait la fin du règne de Moammar Kadhafi et peut-être après il mourrait dans des conditions atroces. Jean-Bertrand Aristide avait été démocratiquement élu, mais ce noir a outrepassé ses prérogatives et il fut expédié en exil lointain par les Etats-Unis et la France en 2004. L'Irak et la Libye étaient les deux pays les plus modernes, éduqués et laïques du Moyen Orient. A présent, tous ces pays peuvent être qualifiés d'états en déroute (« failed states »).

Ce sont là quelques exemples au cours de la dernière décennie qui montrent comment la Sainte Trinité ne reconnaît aucun pouvoir supérieur et croit, littéralement, qu'elle peut faire ce que bon lui semble au monde entier, à qui bon lui semble, le temps que bon lui semble, et qualifier ses actes comme bon lui semble, comme « une intervention humanitaire », par exemple. En Occident, la mentalité coloniale-impérialiste du 19<sup>ème</sup> et 20<sup>ème</sup> siècle se porte comme un charme.

Prochain sur l'agenda : le renversement de Bashar al-Assad de la Syrie. Comme avec Kadhafi, le terrain est préparé à coups d'informations incessantes - de CNN à Al Jazeera - sur la nature supposément barbare d'Assad, qualifiée à la fois d'inflexible et de non-provoquée. Après des mois de massacres médiatiques, qui pourrait encore douter que les événements en Syrie ne sont qu'un nouveau « soulèvement populaire » d'un Printemps Arabe, tel qu'ils les aiment, contre un « dictateur brutal » qu'il faut renverser ? Et que le gouvernement Assad est très majoritairement responsable des violences. En fait, il semblerait qu'Assad jouisse d'une grande popularité, non seulement en Syrie, mais dans tout le Moyen orient. Non seulement parmi les Alouites, mais aussi parmi les deux millions de Chrétiens et un nombre significatif de Sunnites. Kadhafi lui-aussi jouissait d'une popularité similaire en Libye et ailleurs en Afrique. La différence entre les deux, du moins jusqu'à ce jour, est que la Sainte Trinité a bombardé et mitraillé quotidiennement la Libye pendant sept mois, sans interruption, détruisant les forces pro-gouvernementales, ainsi que Kadhafi lui-même, pour aboutir à ce « changement de régime » tant recherché par la Trinité. A présent, le chaos, l'anarchie, la guerre de religion, la guerre civile, le racisme le plus affreux contre la population noire, la perte des services sociaux auxquels ils tenaient tant, et peut-être l'éclatement du pays en plusieurs mini-états sont devenus le lot quotidien des Libyens. La capitale, Tripoli, « est noyée sous des montagnes de déchets » parce que les environs sont contrôlés par une faction qui refuse les déchets d'une autre faction. (1) On n'ose à peine imaginer dans quel état sont les infrastructures du pays. C'est peut-être cela qui attend la Syrie si la Trinité réussit son coup. Cela dit, les Maîtres de l'Univers croient sans doute que les Libyens devraient leur être reconnaissant pour leur « libération ».

En ce qui concerne la violence en cours en Syrie, il faut prendre en compte les nombreux rapports sur les soutiens militaires apportés aux rebelles syriens – la Grande-Bretagne, la France, les Etats-Unis, la Turquie, Israël, le Qatar, les Etats du Golfe et le coqueluche champion des libertés et de la démocratie, l'Arabie Saoudite. Il y a aussi la Syrie qui affirme avoir capturé 14 soldats français. Et les djihadistes et mercenaires individuels du Liban, de la Jordanie, de l'Irak, de la Libye, etc, qui se joignent aux forces antigouvernementales, dont des vétérans d'Al-Qaeda d'Irak et d'Afghanistan qui sont probablement derrière les attentats aux voitures piégées destinés à semer le chaos et la déstabilisation. C'est peut-être la troisième fois que les Etats-Unis se retrouvent aux côtés d'Al-Qaeda, en comptant l'Afghanistan et la Libye.

Stratfor, la société privée et conservatrice américaine de renseignement avec des relations au plus haut niveau, révèle que « la plupart des affirmations de l'opposition se sont révélées être des exagérations grossières ou tout simplement fausses. » Les groupes d'opposition dont le Conseil National Syrien, l'Armée Libre Syrienne et l'Observatoire Syrien des Droits de l'Homme basé à Londres ont commencé par affirmer que « les forces du régime avaient assiégé Homs et imposé un délai de 72 heures aux rebelles pour se rendre avec leurs armes ou être massacrés. » Cette information a fait la une des journaux du monde entier. Cependant, l'enquête de Stratfor n'a trouvé « aucun signe de massacre » et précisait que « les forces d'opposition trouvent un intérêt à décrire un massacre dans l'espoir d'imiter les conditions qui ont provoqué l'intervention militaire en Libye. » Stratfor a ajouté que toute histoire de massacre serait peu vraisemblable dans la mesure où le « régime (syrien) dose sa répression pour justement éviter un tel scénario. Les forces du régime prennent soin d'éviter de faire trop de victimes pour ne pas offrir l'excuse d'une intervention humanitaire. » (2)

Dans un courrier électronique de décembre 2011, Reva Bhalla, Directeur des Analyses de Stratfor, a fait le compte-rendu d'une réunion à laquelle elle a participé au Pentagone sur la Syrie : « Au bout de quelques heures de discussions, ils ont dit sans le dire que les Forces Spéciales (apparemment celles des

*Etats-Unis, de la Grande-Bretagne, de la France, de la Jordanie et de la Turquie) étaient déjà sur place en missions de reconnaissance et pour former les groupes d'opposition. » Nous connaissons ce courrier électronique grâce aux 5 millions de courriers de Stratfor obtenus par un hacker du groupe Anonymous en décembre et communiqués à Wikileaks. (3)*

*Human Rights Watch a indiqué que les forces de sécurité du gouvernement syrien et les rebelles armés syriens ont tous deux commis de graves violations des droits de l'homme, dont des enlèvements, des tortures et des exécutions sommaires. Mais seule la Trinité peut échapper aux sanctions qu'elle adore imposer aux autres. L'épouse d'Assad est désormais bannie des pays de l'UE et ses biens peuvent être saisis. Idem pour la mère d'Assad, sa sœur et sa belle-sœur, ainsi que huit ministres du gouvernement. Assad lui-même a subi le même traitement au mois de mai dernier. (4) Parce que la Trinité peut.*

*Le 25 mars, les gouvernements US et turcs ont annoncé qu'ils discutaient sur l'envoi d'armes non-létales à l'opposition syrienne, sous-entendant clairement par là qu'ils ne l'avaient pas fait auparavant. (5) Mais selon un câble de l'ambassade US, révélé par Wikileaks, depuis 2006 au moins les Etats-Unis financent les groupes d'opposition en Syrie ainsi que la chaîne de télévision basée à Londres, Barada TV, dirigée par des exilés syriens, qui émet des programmes antigouvernementaux dans le pays. Le câble précisait aussi qu'aux yeux des autorités syriennes « tout fonds US versé à des groupes syriens illégaux constituerait un soutien à un changement de régime. »*

*Le changement de régime en Syrie fait partie des objectifs des néoconservateurs depuis au moins 2002 lorsque John Bolton, sous-secrétaire d'Etat sous George W. Bush, a présenté un projet visant à briser simultanément la Libye et la Syrie. Il qualifiait ces deux états, avec Cuba, « d'Axe du Mal ». Lors d'une émission sur la chaîne FOX en 2011, Bolton a dit que les Etats-Unis auraient du renverser le gouvernement syrien juste après le renversement de Saddam Hussein. Parmi les crimes de la Syrie, il a énuméré ses relations étroites avec l'Iran, le Hezbollah (au Liban), la résistance palestinienne, la Russie, et son incapacité à conclure un accord de paix avec Israël, contrairement à la Jordanie et l'Egypte. Aux yeux de la Sainte Trinité, tout ceci constitue la démonstration que la Syrie, à l'instar d'Aristide, a bien franchi la ligne jaune.*

*Il serait difficile d'exagérer la mégalomanie clinique de la Sainte Trinité. Et encore moins de la traîner devant la justice.*

*En guise de conclusion, quelques mots de Cui Tiankai, le vice-ministre chinois des Affaires Etrangères : « Les Etats-Unis ont l'armée la plus puissante du monde et dépense plus que tout autre pays. Mais les Etats-Unis sont toujours préoccupés pour leur propre sécurité à cause d'autres pays... Je suggère que les Etats-Unis passent plus de temps à penser comment faire en sorte que les autres pays soient moins préoccupés pour leur propre sécurité à cause des Etats-Unis. » (6)*

*William BLUM*

<http://www.legrandsoir.info/la-syrie-mise-en-perspective-et-le-bilan-d-obama.html>

---

1-2 Pierre Khalaf : Les dernières manœuvres de Washington et de ses alliés européens, turcs et arabes. Les Etats-Unis et leurs alliés européens, arabes et turcs, tentent d'obtenir par des manœuvres politiques et diplomatiques en Syrie ce qu'ils n'ont pas réussi à avoir par le financement, l'entraînement et l'armement de groupes armés extrémistes, dont certains sont affiliés à Al-Qaïda, comme le reconnaissent désormais des diplomates et des journalistes occidentaux. Ils pensent pouvoir saper la souveraineté de l'Etat et le priver de son droit à contrôler son territoire, par le biais d'une interprétation unilatérale et particulière du plan de Kofi Annan. Pourtant, Damas a fait preuve de bonne volonté en acceptant ce plan et en entamant le retrait de ses troupes régulières de trois villes: Zabadani, Idleb et Homs. Le gouvernement syrien avait réclamé dès le départ des garanties, sans obtenir de réponse claire et nette de la part de M. Annan. Pour éviter tout malentendu après la date du 10 avril -proposée, il faut le rappeler, par Damas- pour l'arrêt des opérations militaires, le pouvoir syrien a réitéré sa demande de garanties, exigeant, cette fois-ci, qu'elles soient "écrites". Damas doute, en effet, que les groupes armés tiennent leurs promesses une fois que l'armée se sera retirée des centres urbains, surtout qu'ils ont intensifié leur attaques ces dernières 48 heures. C'est ainsi que l'armée a déjoué plusieurs tentatives d'infiltration à partir de la Turquie et du Liban.

Lors d'affrontements à Salama, près du poste-frontière entre les villes syriennes d'Azaz et turque de Kilis, les insurgés ont tué au moins six membres des forces de sécurité et des douanes syriennes. Pendant

les combats qui ont suivi, cinq personnes ont été blessés, dont deux ressortissants turcs, dans un camp de réfugiés syriens en Turquie.

Même scénario à la frontière syro-libanaise. Un groupe d'hommes armés a attaqué un poste-frontière face à la région de Wadi Khaled. Lors de l'échange de tirs, une équipe de la chaîne indépendante libanaise NTV, a été prise entre deux feux. Un caméraman, Ali Chaabane, a été tué.

Ce durcissement de la position syrienne intervient à un moment où certains milieux de l'opposition syrienne téléguidée par l'étranger croient pouvoir rééditer le scénario des observateurs arabes, lorsque les groupes armés ont mis à profit la mission des observateurs pour investir, occuper et renforcer les positions évacuées par l'armée syrienne. Or pour Damas, la reprise de ces régions a nécessité d'immenses sacrifices civils et militaires, aussi n'est-il pas question de les offrir aux insurgés. Ceux-ci doivent s'engager à remettre leurs armes, et Kofi Annan doit obtenir des garanties de la Turquie et des pays du Golfe qu'ils vont cesser le financement et l'armement.

La Russie, qui accueille ce mardi le ministre syrien des Affaires étrangères, Walid Moallem, a réaffirmé que la solution doit prendre en compte la souveraineté de la Syrie.

Pour sa part, le vice-ministre turc des Affaires étrangères, Naci Koru, a estimé que la date de mardi fixée pour le retrait des troupes syriennes n'avait "plus de sens" et qu'une "nouvelle étape" allait débuter mardi, quand Kofi Annan fera étape en Turquie. Le lendemain, l'émissaire des Nations unies se rend en Iran. Pour Catherine Ashton, porte-parole de la diplomatie européenne, "il est totalement inacceptable de poser de nouvelles conditions à ce stade".

La Chine, de son côté, a appelé le gouvernement syrien et l'opposition à respecter le calendrier prévu par le plan Annan.

Les Etats-Unis ont rejeté lundi la demande syrienne d'une garantie écrite de la part des insurgés, estimant qu'il s'agissait d'une tactique dilatoire. "Ce n'est qu'une nouvelle façon de gagner du temps", a déclaré Victoria Nuland, porte-parole du département d'Etat.

Il est clair que l'Occident et ses alliés travaillent sur deux tableaux: profiter du plan Annan pour reprendre tout le terrain perdu depuis la chute de Baba Amr, le 1er Mars; ou torpiller le plan Annan à travers une recrudescence des attaques contre les troupes régulières, en faisant assumer au pouvoir la responsabilité de l'échec.

#### **Source : Info Syrie**

Lundi 9 avril 2012

<http://www.infosyrie.fr/...>

---

## 2 Déclarations et prises de positions

2-1 Béchara Raï,: "Nous avons trois paroisses en Syrie et nous visiterons ce pays quand la situation se calmera".

Mgr Béchara Raï, Patriarche maronite : « Nous avons trois paroisses en Syrie et nous visiterons ce pays quand la situation se calmera, pas en tant qu'homme politique, car nous faisons une distinction totale entre l'action politique et l'action ecclésiastique. Et comme dans chaque pays où nous nous rendons, nous rencontrerons les autorités locales car nous souhaitons exprimer aux dirigeants que la communauté chrétienne et libanaise en générale est loyale à sa patrie. Nous aimerions aussi entendre ce qu'ils ont à dire »

Fayez Ghosn, ministre libanais de la Défense

« Ceux qui appellent à un nouveau Nahr al-Bared n'appartiennent pas au Liban et n'ont que faire de son unité et de son avenir. Au lieu de critiquer l'armée et de l'impliquer dans des questions en contradiction avec les principes nationaux, ils feraient mieux de s'occuper des revendications du peuple. Ces propos sont inacceptables, quelles que soient les justifications apportées. Le démantèlement d'une cellule salafiste dans l'armée confirme ce contre quoi nous mettions en garde : l'existence d'Al-Qaïda au Liban. »

<http://www.comite-valmy.org/spip.php?article2343>

---

## 3 Pays Arabes & voisins

Russie & Chine

### 3-1 Sana : Le président Medvedev a souligné que : **LA VIOLATION DE LA LOI INTERNATIONALE, CONCERNANT LA SITUATION EN SYRIE ET EN IRAN, MENE AU CHAOS.**

Le président russe Dimitri Medvedev a souligné que la violation de la loi internationale concernant la conjoncture en Syrie et en Iran, mènerait au chaos, affirmant que les menaces d'une intervention militaire dans les autres pays constituaient une violation de la loi internationale.

"La campagne médiatique féroce déclenchée contre la Syrie est le meilleur exemple de la tentative de manipuler l'opinion publique mondiale pour réaliser des plans politiques étrangers, a fait noter Medvedev dans un discours prononcé au cours de la conférence du conseil russe pour les affaires internationales tenue aujourd'hui à Moscou.

Il a précisé que cette campagne n'avait rien à voir avec l'arrêt de la violence ni avec l'amorce d'un dialogue syrien global "auquel la Russie aspire plus particulièrement".

Le président russe a affirmé que la mentalité belliqueuse était à l'origine de tout ce qui se passe en Syrie et en Iran, exprimant à cet effet l'inquiétude de la Russie vis-à-vis de cet état de fait "qui constitue une logique néfaste et une guerre psychologique".

Il a appelé à une solution des problèmes qui prenne en considération le respect du patrimoine historique et de la spécificité de chaque pays. "La communauté internationale est en mesure de jouer un rôle positif dans une solution de la crise en Syrie, au cas où elle adopterait une logique sérieuse et professionnelle", a ajouté Medvedev.

L'adjoint du président russe : Coordination des positions des pays de BRICS vis-à-vis de la conjoncture en Syrie et en Iran

Moscou / L'adjoint du président de la Fédération de Russie Arcady Dvorkovitch, a fait savoir aujourd'hui que les chefs des pays de BRICS allaient faire de la coordination, lors de leur prochain sommet prévu à New Delhi, au sujet de la position de leurs pays vis-à-vis de la conjoncture en Syrie et dans la région toute entière.

"Cette coordination vise à parvenir à une position unifiée devant les instances internationales y compris l'ONU vue que la protection de la sécurité mondiale est l'une des questions essentielles qui figurent à l'ordre du jour du sommet", a déclaré Dvorkovitch dans une conférence de presse tenue aujourd'hui à Moscou.

Il a clarifié qu'une priorité est accordée à la conjoncture en Syrie et aux circonstances actuelles du programme nucléaire iranien. Dvorkovitch a souligné, à cet effet, la nécessité de la concordance des positions pour que ces questions fassent l'objet d'un dialogue dans les autres organisations internationales.

K.W.

23 Mar 2012

<http://www.sana.sy/fra/55/2012/03/23/407871.htm>

---

3-2 Pierre Khalaf : Moscou et Pékin enterrent l'unilatéralisme américain grâce à la résistance de la Syrie. La déclaration adoptée par le Conseil de sécurité sur la Syrie constitue un tournant dans les équilibres internationaux et dans la position des Etats-Unis et de l'Occident des événements en Syrie.

L'unilatéralisme américain a officiellement été enterré le mercredi 21 mars.

Pour la première fois depuis l'invasion de l'Irak en dehors du cadre des Nations unies. Washington s'est plié au principe du partenariat à l'intérieur du Conseil de sécurité et a reconnu un rôle déterminant pour la Russie et la Chine dans la définition des choix internationaux, après avoir pratiqué une politique unilatérale depuis la chute de l'Union soviétique, en 1991.

Le texte du Conseil de sécurité appuie la mission de l'émissaire onusien Kofi Annan, dont le plan ne prévoit pas le départ du président Bachar al-Assad, comme l'exigeait le plan de la Ligue arabe, auquel d'ailleurs il n'est pas fait allusion.

Le texte exhorte le gouvernement syrien et l'opposition syrienne à "œuvrer de bonne foi » avec M. Annan, et à "appliquer intégralement et immédiatement » son plan de sortie de crise "dans le cadre d'un processus politique dirigé par les Syriens dans le but de régler les aspirations légitimes du peuple". Il est demandé au pouvoir syrien de "désigner un négociateur doté de toutes les prérogatives lorsque l'émissaire le lui demandera". Mais le texte ne comporte aucune menace ou ultimatum.

Le Conseil de sécurité demande "un arrêt effectif de toutes les formes de violence armée par toutes les parties". Il s'agit d'une reconnaissance implicite par les pays occidentaux de la présence d'une opposition armée qui combat le régime syrien.

Le fait que des sources proches du pouvoir syrien, citées par plusieurs médias libanais et arabes, aient vu dans la déclaration une "prédominance des points positifs", tandis que le Conseil national syrien (CNS, pro-occidental) l'a condamné, est un signe que les ennemis du régime sont confus et embarrassés, alors que le pouvoir, lui, semble satisfait.

Cette déclaration marque, incontestablement, un recul de la part des pays Occidentaux dans leur approche de la crise syrienne. Le régime syrien et son président sont reconnus comme interlocuteurs et comme parties prenantes dans toute solution politique. Par conséquent, le rôle de Moscou et de Pékin comme acteurs essentiels et incontournables dans cette partie du monde est consacré, alors que l'objectif de Washington et de ses alliés était de les évincer, comme ils l'ont fait en Libye.

Ce changement dans les rapports de force internationaux n'est pas seulement dû à l'attitude de Moscou et de Pékin mais aussi, et surtout, à la capacité de résistance de la Syrie, dont le régime a prouvé qu'il disposait d'une forte assise populaire, d'institutions solides et d'une armée soudée

Pierre Khalaf

New Orient News (Liban)

Rédacteur en chef : Pierre Khalaf

Tendances de l'Orient - Lundi 26 Mars 2012 no76

Bulletin hebdomadaire d'information et d'analyse, spécialisé dans les affaires de l'Orient arabe.

Préparé et diffusé par Le Centre d'Etudes Stratégiques Arabes et Internationales [neworientnews.com](http://neworientnews.com)

Rédacteur en chef : Pierre Khalaf

mardi 27 mars 2012, par [Comité Valmy](http://Comité Valmy)

[khalafpierre@gmail.com](mailto:khalafpierre@gmail.com)

---

3-3 K. Habib : A la Ligue arabe et aux BRICS : victoire pour l'option de Moscou et Pékin.

L'Amérique et ses alliés européens encouragent l'Arabie Saoudite et le Qatar à jeter de l'huile sur le feu en poussant leurs protégés anti-régime en Syrie dans la voie du refus du plan de paix préconisé par l'ex-secrétaire général de l'ONU Kofi Annan.

L'Arabie Saoudite et le Qatar, approuvés en sous-main par les États-Unis et certaines puissances européennes au premier rang desquelles la France et la Grande-Bretagne, semblaient en passe par leurs pressions et forcing d'obtenir que, comme elle l'a fait pour la Libye, la Ligue arabe se prononce pour « la nécessité impérieuse » d'une intervention internationale contre Bachar El-Assad et son régime et le fasse savoir au Conseil de sécurité de l'ONU.

A la confusion de ces deux États, c'est à une tout autre option que s'est ralliée la majorité des États membres de cette organisation. L'option prônée par la Russie et la Chine refusant l'ingérence étrangère dans la crise syrienne et appuyant la mission de Kofi Annan pour entamer des négociations politiques entre le gouvernement et l'opposition syriens sur la base de l'initiative approuvée par le Conseil de sécurité et la Ligue arabe. Ce qui constitue une incontestable victoire diplomatique pour Moscou et Pékin dans le bras de fer qui les oppose aux tenants occidentaux et arabes d'une réédition dans la crise syrienne du scénario qu'ils ont pu faire accepter pour celle de la Libye par la communauté internationale. Simultanément que celui qu'elles ont reçu de la Ligue arabe, Moscou et Pékin ont eu l'appui à leur préconisation de solution négociée à la crise syrienne des BRICS dont le sommet à New Delhi s'est déclaré solidaire.

Il apparaît désormais clair que la Russie et la Chine ne sont pas les seuls États du monde à s'opposer à l'intervention étrangère à laquelle Américains, Européens et leurs alliés arabes inconditionnels tentent de convertir les opinions et la communauté internationale. La Ligue arabe aussi bien que les BRICS soutiennent le légitime désir de démocratie et de liberté du peuple syrien qui souhaite choisir son avenir, mais contrairement aux partisans de l'ingérence étrangère ils dénoncent les violences et les effusions de sang dont les deux camps belligérants en Syrie sont responsables. Une précision qui établit clairement que la violence inadmissible dont la Syrie est le théâtre n'est pas imputable au seul régime de Damas ainsi que le font croire les partisans de l'ingérence étrangère. BRICS et Ligue arabe ont également condamné l'option de l'armement de l'opposition anti-régime syrien au grand dam de l'Arabie Saoudite et du Qatar ouvertement engagés dans une opération de ce genre.

L'Amérique et ses alliés européens ont pris acte qu'ils ne peuvent passer outre l'opposition internationale très forte à leur projet d'ingérence dans la crise syrienne sauf à se mettre délibérément en porte-à-faux avec la légalité internationale représentée par les Nations unies. Pour autant, ils n'ont pas renoncé à cet objectif et encouragent l'Arabie Saoudite et le Qatar à jeter de l'huile sur le feu en poussant leurs protégés anti-régime en Syrie dans la voie du refus du plan de paix préconisé par l'ex-secrétaire général de l'ONU Kofi Annan. En persistant sur cette position à laquelle les poussent à s'en tenir les deux monarchies de la péninsule Arabique, les insurgés syriens rendraient effectivement impossible la poursuite de la mission de Kofi Annan qui a posé comme préalable à celle-ci l'arrêt de la violence par les deux parties protagonistes de la crise syrienne.

L'on imagine mal en effet le régime syrien accepter que ce préalable ne s'appliquerait qu'à lui. Il a donné dans le principe accord à l'exigence de l'arrêt de la violence. Mais à moins de précipiter son effondrement, il ne pourra décréter cet arrêt si les insurgés continuent à le harceler par la voie des armes. Et c'est à cela que l'Arabie Saoudite et le Qatar veulent le contraindre pour entretenir l'indignation internationale que suscitent les tueries dont la Syrie est le théâtre et relancer l'option de l'intervention étrangère comme seule s'imposant. Quel que soit son penchant personnel à l'égard des protagonistes de la crise syrienne, Kofi Annan doit se garder d'être instrumentalisé. L'opinion internationale attend de lui qu'il dénonce clairement les parties qui lui « savonnent le sol sous ses pieds ».

31 mars

Kharroubi Habib - Le Quotidien d'Oran - Analyse

---

Turquie

3-4 Subversion : La Turquie va t'elle utiliser la " carte Tcherkesse " contre la Russie et la Syrie ?

Alors que la " conférence des amis de la Syrie " se réunit à Istamboul , les sites pro-Circassiens basés en Turquie comme *Cerkes.net* et *Cherkessia.net* redoublent d'un activisme anti-Syrien et anti-Russe .

Les articles appelant à l'émigration des Circassiens vivant en Syrie , ceux traitant Bachar El-Hassad et le parti Baas de " fascistes " se multiplient de même que les appels à manifester pour commémorer un prétendu " Génocide Tcherkesse " orchestré par l'Armée Russe en 1864 .

Certains articles réclament même un " printemps Caucasiens " 2012 , en écho au " printemps Arabe " de 2011 , qui devrait avoir lieu le 21 mai prochain date anniversaire de ce prétendu " génocide " . Si le gouvernement Turc est toujours prompt à réprimer l'activisme Kurde sous toutes ses formes , y compris en empêchant la tenue des festivités du Nouvel An Kurde , sa complaisance face à l'activisme de certains chefs politiques Tcherkesses résidant en Turquie est des plus suspecte , les appels à une insurrection générale dans le Caucase provenant en effet de responsables Circassiens résidant à Istamboul . De la même manière , les manifestations des Circassiens résidants en Turquie [ voir video ] semblent bénéficier d'une curieuse mansuétude des autorités Turques

Comme le soulignent certains intervenants , les " lignes de fractures " du XIX<sup>ème</sup> siècle réapparaissent dans la région , d'un côté Paris , Londres et Istamboul et de l'autre Moscou [ Saint-Petersbourg ] .

La France , l'Angleterre et l'Empire Ottoman ont en effet armé la " rébellion Circassienne " dans les années 1850-1865 .

Dans la ligne de mire de ces activistes il y a aussi les JO de Sotchi en 2014 : Dès l'annonce de la nomination de la cité balnéaire Russe , des manifestations se sont déroulées en Turquie , en Israël et à ...New-York . Il faut savoir que l'activisme anti-Soviétique et anti-Russe de la part de la communauté Circassienne y a pignon sur rue depuis la reconnaissance par les autorités de la ville de ce prétendu " génocide " en 1976.

Les " événements " en Syrie pourraient donc à terme concerner non seulement la Syrie mais aussi tout le Caucase avec pour centres de destabilisation Ankara et Tbilissi .

On explique de diverses manières l'attitude des chefs politiques Russes face au dossier Syrien mais la " carte Tcherkesse " est toujours oubliée . Or ce dossier Tcherkesse et une éventuelle destabilisation de tout le Caucase dans la perspective des JO de Sotchi doit certainement être prise en compte à Moscou pour se positionner face aux " événements " de Syrie . Et avec raison ...

---

4 Europe

4-1 Belgique

Olivier MONTULET : La Belgique pourrait intervenir en Syrie...

"Le régime a pris le chemin de la barbarie et je fais de moins en moins confiance au président Bachar al Assad".

Une intervention humanitaire avec une protection militaire sur le terrain sera nécessaire en Syrie si le régime du président Syrien Bachar al Assad continue sur la voie de la barbarie, a affirmé dimanche le chef de la diplomatie belge Didier Reynders.

"Le régime a pris le chemin de la barbarie et je fais de moins en moins confiance au président Bachar al Assad", a-t-il déclaré au cours de l'émission Internationales sur la chaîne de télévision TV5. "Il y a un plan sur la table avec une échéance, le 10 avril", a-t-il souligné. "Si ce plan n'est pas respecté, alors il faudra passer à l'étape suivante", a-t-il affirmé.

"Une intervention humanitaire sera nécessaire et elle supposera une présence militaire armée", a-t-il soutenu. "Ce point sera débattu lors de la prochaine réunion des amis de la Syrie prévue en France", a-t-il précisé. "Tout le monde dit qu'il soutient le plan de Koffi Annan (émissaire de l'ONU et de la Ligue arabe sur la Syrie. Il va falloir mettre la Russie et la Chine au pied du mur", a-t-il insisté. Le régime du président Bachar al-Assad a annoncé dimanche qu'il ne retirerait pas ses troupes des villes à moins de "garanties écrites" de l'opposition, à deux jours de la date limite fixée par l'ONU. Le plan de sortie de crise présenté par M. Annan, que Damas avait accepté le 2 avril et l'ONU entériné jeudi, prévoit que l'armée se retire des villes mardi matin afin de permettre un arrêt total des violences 48 heures plus tard. Face à l'afflux massif de Syriens fuyant les violences, la Turquie, qui héberge déjà plus de 24.500 réfugiés, a menacé de prendre des "mesures" si Damas ne cessait pas les violences à la date butoir de mardi. Selon la presse turque, plusieurs scénarios ont été envisagés, en particulier la création d'une zone tampon le long de la frontière. Mais cette option, qui implique l'engagement de troupes turques ou d'autres pays en territoire syrien, signifierait une internationalisation du conflit dans une région déjà sous haute tension.

Olivier MONTULET

*« Vous ne direz pas que je me fais une trop haute idée du temps présent, et si malgré tout je ne désespère pas de lui, c'est que sa situation désespérée est précisément ce qui m'emplit d'espoir »*

écrivait Marx à Ruge en mai 1843

*Ce message vous est adressé à titre et usage privés exclusivement. Seuls les textes signés de ma plume sont publics et libres de droits pour autant que l'usage n'en déforme pas les propos (« Le droit de chercher la vérité implique aussi un devoir. On ne doit cacher aucune partie de ce qui a été reconnu comme étant vrai » Albert Einstein) et que mon nom soit cité.*

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de..

AFP / **Source : New Orient News**

[http://www.neworientnews.com/..](http://www.neworientnews.com/)

AFP

Mis en ligne le 08/04/2012

[http://www.palestine-solidarite.org/analyses.Pierre\\_Khalaf.090412.htm](http://www.palestine-solidarite.org/analyses.Pierre_Khalaf.090412.htm)

---

4-2 France

Nb - Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

Paris juge inacceptables les nouvelles exigences de Damas.

La France juge inacceptables les nouvelles exigences du président syrien Bachar el-Assad qui a annoncé qu'il ne retirerait pas ses troupes des villes sans garanties écrites de l'opposition, a annoncé le ministère français des Affaires étrangères dans un communiqué.

"Alors que le régime de Bachar Al-Assad avait annoncé qu'il acceptait le plan Annan et proposé lui-même la date du 10 avril pour le retrait de ses troupes (...) des centres urbains, il formule maintenant de nouvelles exigences inacceptables", indique le document

Le 2 avril, l'émissaire de l'Onu et de la Ligue arabe pour la Syrie Kofi Annan a fait savoir que les autorités syriennes avaient accepté la date du 10 avril pour commencer à appliquer son plan de paix. Il a également proposé d'obliger les parties en conflit à instaurer un cessez-le-feu complet dans les 48 heures



suivant cette date limite.

Toutefois, le porte-parole de la diplomatie syrienne Jihad Makdessi a par la suite annoncé qu'il s'agissait plutôt d'"une mauvaise interprétation" et qu'avant tout retrait, Damas devait obtenir des garanties écrites de l'opposition selon lesquelles cette dernière s'engagerait à arrêter les violences.

Le commandement de l'Armée syrienne libre (opposition) a refusé de fournir de telles garanties mais s'est déclaré prêt à cesser les hostilités dès le 10 avril, même à défaut d'un retrait des forces gouvernementales.

Jeudi, les autorités syriennes ont informé M. Annan d'un retrait partiel de leurs troupes de trois villes: Idlib, Zabadani et Deraa.

<http://fr.rian.ru/world/20120409/194234793.html>

---

---

5 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos.

5-1 La ville de Homs "sous un déluge de feu" le 23 mars ?

Selon le journaliste Jérôme Bastion la ville de Homs a été bombardée le 23 mars 2012 ; et elle serait assiégée, coupée du monde, privée de communication avec l'extérieur, depuis début février. Selon un témoin interrogé par Silvia Cattori il n'y aurait eu aucun bombardement à Homs le 23 mars. Qui dit vrai ? A chacun de juger.

25 mars 2012 | Thèmes (S.Cattori) : [Rôle des médias Syrie](#)

Au journal de 18 heures du 23 mars de radio *France culture* [1] nous avons appris que, la ville de Homs avait été bombardée par les troupes gouvernementales le jour même. Ceci se fondant sur ce que rapportait Jérôme Bastion d'un habitant de Homs interrogé le jour même par communication satellite. Nous avons tout de suite contacté l'un de nos correspondants qui habite dans le quartier Akrama à Homs. Premier constat. La ville de Homs ne serait pas encerclée ni privée de communication avec l'extérieur. Elle est atteignable par un simple téléphone. Deuxième constat. Homs n'aurait pas été bombardée par l'armée nationale le 23 mars ni les jours précédents.

Un habitant de Homs [non associé à la rébellion] répond à Silvia Cattori le 23 mars à 19 heures.

*« Nous n'avons entendu aucun bruit. Il n'y a eu aucun bombardement aujourd'hui. Tout est calme. Je suis sorti voir des amis. Homs n'est pas encerclée, toutes les routes sont ouvertes. Les gens peuvent quitter Homs sans problème. Ma mère est allée à Damas il y a une semaine. Depuis plusieurs semaines nous vivons en sécurité. L'armée ne bombarde pas. Ce sont les milices de la soi-disant « Armée syrienne libre » (ASL) qui continuent de tuer des militaires et des civils. Encore aujourd'hui un soldat a été tué. Je le sais car il habitait mon quartier ».*

*« Depuis que notre armée a réussi à déloger les milices à Baba Amro et à reprendre les choses en main [l'armée a levé le siège début mars], les gens reviennent chez eux dans les quartiers qui étaient presque vides. L'insécurité demeure dans trois quartiers, notamment à Khaldiye, où l'armée nationale continue de pourchasser les milices qui maintiennent en otage de nombreuses familles. Mon oncle qui avait été kidnappé il y a deux mois est revenu hier à la maison très mal en point, très éprouvé, mais s'estimant très chanceux. Il est à l'hôpital. De nombreuses autres personnes enlevées ne sont pas revenues et les familles sont sans nouvelles d'elles . »*

Compte rendu de *France culture* retranscrit par nos soins

*« Homs, toujours bombardée depuis des semaines car il s'agit de l'épicentre de la contestation. Jérôme Bastion a recueilli le témoignage d'un habitant qui habite aux abords de Khaldiye au nord de la ville où l'armée concentre ses attaques. Comme beaucoup cet homme cherche à fuir la ville. Depuis les semaines de l'assaut lancé contre Baba Amro, la ville de Homs a été coupée du reste du monde, privée de communication. Juste ce matin grâce à une communication satellite cet habitant dit que l'armée continue de pilonner la ville près de chez lui ».*

La traduction du témoignage de l'habitant interrogé par Jérôme Bastion :

*« La situation est pire qu'auparavant. Les bombardements aujourd'hui sont d'une intensité incroyable, ça tombe de partout ; ils utilisent toute sorte d'artillerie, la plupart du temps des chars modèle T72, mais aussi souvent des roquettes. On manque de tout, la ville est encerclée...il n'y a aucun moyen de sortir d'ici...Les bombardements continuent de faire des blessés par dizaines... » [2]*

Conclusion

La presse internationale depuis le début des troubles en Syrie ne s'appuie que sur des sources liées à l'opposition islamiste, notamment l'*Observatoire syrien des droits de l'homme* (OSDH) et les Comités locaux de coordination (LCC). Elle ne vérifie pas l'authenticité des informations qu'ils livrent ; elle ne prend jamais en compte le point de vue des victimes des exactions commises par les opposants islamistes armés. En n'attribuant les exactions qu'aux forces de Bachar el-Assad les journalistes participent d'une propagande -comme on l'a vu en Irak et en Libye- qui conditionne l'opinion publique de manière à justifier une intervention extérieure. [3]

[1] *France Culture*, 23 mars. Retranscrit plus bas par nos soins.

Voir également l'article de Jérôme Bastion paru le lendemain, 24 mars, reprenant ce qu'il a été rapporté sur *France culture* : « En Syrie, Homs, coupée du monde, reste sous un déluge de feu », *RFI*, 24 mars 2012.

<http://www.rfi.fr/moyen-orient/20120324-syrie-homs-coupee-monde-subir-deluge-feu>

[2] Un habitant de Homs (situé dans un quartier contrôlé par les rebelles) joint par communication satellite le 23 mars matin, répond à Jérôme Bastion.

*Le Monde* n'est pas en reste. Le 23 mars 2012 il rapporte, sans le mettre au conditionnel, ce que dit une source non fiable : « *Homs, autre place forte des rebelles, deux civils ont été tués par des tirs de roquette de l'armée sur le quartier de Bab Sbaa, selon l'OSDH* ».

[3] Selon le politologue Pierre Piccinin « *Les événements de Syrie constituent un cas d'école extrême de désinformation médiatique, peut-être plus encore que la guerre du Golfe de 1991, voire même que la guerre de Yougoslavie, dans les années 1990', ou celle d'Irak de 2003, ou que l'intervention atlantique en Libye en 2011.* »

Silvia Cattori

<http://www.silviacattori.net/article3018.html>

---

## 5-2 [De l'art de trier les informations](#)

*Sur Radio Berlin-Brandebourg (RBB) j'apprends que des opposants au régime syrien manifestent par milliers. Et tous les journaux disent la même chose. Dans le petit quotidien coopératif *junge Welt* - l'un des rares dans ce pays qui n'appartienne pas à une grande entreprise - je lis que des centaines de milliers de Syriens manifestent pour soutenir leur gouvernement contre l'ingérence étrangère. Les deux me semblent vrais : deux vérités qui ne s'excluent pas, mais se complètent.*

En regroupant tout ce que l'on peut trouver - y compris dans les recoins cachés d'Internet - on peut peut-être finir par connaître toute la vérité. Mais qui a le temps de rechercher partout ? Quand le journal qui détient le monopole sur toute une région - typique de notre pays- et qui prend ses informations, nationales ou étrangères, chez l'une des grosses entreprises médiatiques répand les mêmes nouvelles que l'émetteur radio régional, quand donc les médias semblent se cautionner mutuellement - et elles sont presque toujours à l'unisson, y compris dans le vocabulaire - il nous est difficile de mettre ces nouvelles en doute. Nous estimons être correctement informés; précisément parce que nous ne lisons ni n'entendons rien d'autre, nous nous satisfaisons d'une demi-vérité, c'est à dire en fait d'une contre-vérité. Certaines informations ne sont même que pure invention. Comment percer à jour ces mises en scène chaque jour renouvelées, de la marche du monde, comment démasquer les intérêts à l'œuvre en coulisse?

Toute mise en scène nécessite du bon et du mauvais. Dans une pièce de propagande très en vogue de nos jours le Président Assad joue le méchant, ou, selon le *Bild*, le « dément ». C'est le titre dont le quotidien réalisant le plus fort tirage en Allemagne avait déjà gratifié Saddam, Kadhafi et Milosevic. Un autre qualificatif ne manque jamais son effet : « le boucher. » En effet ces vilains massacrent leur propre peuple, qu'il est donc urgent de protéger de leurs coups. Main dans la main avec nos amis de Washington, Londres et Paris, et légitimés par notre conscience hautement développée, nous devons aider les peuples à se libérer de la violence qu'exercent contre eux leurs Présidents, en utilisant notre « bonne » violence hautement développée. Le principe de droit international de la non-ingérence dans les affaires intérieures d'un pays ne vaut bien sûr pas pour nous, qui ne soutenons jamais que les bons. Instruits par la propagande dont les médias dominants nous font largement bénéficier, nous souffrons avec les victimes de la mauvaise violence ; celles de la bonne, nous en ignorons tout. Le tri soigneux effectué par les médias propagandistes nous évite ainsi les idées qui dérangent, voire nous égarent. Nous ne pouvons imaginer que les prétendus voyous,

déments, bouchers, n'agissent peut-être pas avec tant de brutalité et d'irrationalité qu'on nous le dit, mais font intervenir leurs forces de sécurité pour protéger la souveraineté et de leur peuple et le défendre, ce qui est le devoir de tout Président.

Quant aux bons, que nous aimerions soutenir militairement le plus tôt possible, nous n'en savons pas grand-chose non plus, mais nous sommes convaincus que ce sont de démocrates ne désirant rien d'autre que notre propre démocratie. Pour ne pas ébranler cette belle conviction, les médias dominants nous épargnent par exemple la nouvelle Constitution syrienne proposée par Assad et ratifiée fin février par référendum. La Maison Blanche avait par avance rejeté ce référendum « ridicule », qui bafouait la « révolution syrienne. » Qu'Assad veuille appeler le peuple aux urnes sur la base de la nouvelle Constitution, que donc il suive la voie du réformisme pacifique, ne cadre pas avec les intentions des révolutionnaires de la Maison Blanche et des rédacteurs en chef des médias de masse, donc ils en parlent le moins possible. Nous nous serions peut-être même demandé pourquoi nous autres Allemands n'avions pas eu droit à un référendum sur la Constitution, ni en 1949, ni en 1990.

Que les révolutionnaires usaméricains embauchent des groupes de terroristes musulmans fanatiques en Syrie, comme ce fut le cas en Libye, Irak et Afghanistan et même déjà en Yougoslavie pourrait troubler l'entendement populaire, donc nos bons vieux journaux « régionaux » n'en parlent pas. Après avoir des années durant présenté « l'islamisme » comme une menace mondiale, ils peuvent difficilement dire à leurs lecteurs que les chrétiens syriens sont l'un des appuis d'Assad et que les attentats-suicides des « révolutionnaires » visent surtout les zones chrétiennes. On en parle aussi peu que naguère des églises détruites par les « Kosovars. »

Le rapport de la mission d'observation de la Ligue arabe aurait pu nous fournir quelques éclaircissements. Des experts civils et militaires originaires de 13 pays arabes, placés sous la conduite d'un général soudanais stationné dans toutes les provinces syriennes, ont joué les médiateurs entre groupes armés et gouvernement syrien et envoyé à leur centrale des comptes-rendus quotidiens. Leurs conclusions comportent une critique appuyée des médias. Mais en-dehors du *junge Welt*, qui nous a parlé de cette mission et de ce qu'elle avait appris ?

Et quels médias ont-ils envoyé des correspondants en Syrie ? Qu'ils lèvent le doigt ! Je ne peux le dire avec certitude, mais je suis sûr qu'il n'y en a pas beaucoup, car cela entrerait en conflit avec les deux tâches principales des grands médias : propagande et économie ; les journalistes doivent rapporter le plus possible à leurs propriétaires, et donc dépenser un minimum de bon argent à mener des enquêtes.

Jürgen Todenhöfer, ex-politicien CDU et manager de la firme Burda, qui a déjà traîné ses guêtres en Afghanistan, Irak et Libye et en a rapporté de tout autres informations que celles auxquelles nous sommes habitués, constatait le 19 février dans le *Frankfurter Allgemeine Zeitung* une « gigantesque campagne médiatique contre la Syrie d'Assad (...) La moitié des nouvelles que j'ai vérifiées durant les quatre semaines de mon séjour en Syrie était fausse. » Je crains que d'autres vérifications n'obtiennent un résultat bien pire encore.

En y regardant de plus près, en analysant plus finement, en faisant des comparaisons, on découvrira sous les fausses nouvelles et omissions un intérêt bien compris: celui des ex-puissances coloniales à ramener dans leur giron d'autres pays, tout spécialement les pays au sous-sol riche. Un intérêt inconciliable avec un traitement équitable par les médias dominants des bons et des « méchants » qui ne veulent pas céder leurs richesses. Par exemple Israël et l'Iran. Longtemps l'armement atomique d'Israël a été ignoré. Le scientifique nucléaire Mordechai Vanunu, qui a brisé le silence, a été condamné à 20 ans de prison et il est toujours assigné à résidence. Il va désormais de soi qu'Israël peut continuer à fabriquer des bombes atomiques - il en détient déjà plus de 200 - et que l'Allemagne lui livre des sous-marins nucléaires de lancement.

Quelques monarchies arabes réactionnaires sont autorisées à contribuer au maintien des rapports d'exploitation et de domination au Proche-Orient. L'Arabie saoudite jouit d'une grande estime. Qu'on y coupe la main des (petits) voleurs et que les adultères encourrent la peine de mort peut être signalé, mais avec

tout le respect dû à nos partenaires en affaires. Ce régime terroriste a fait ses preuves l'an dernier lorsque des mouvements sociaux, au Bahreïn voisin, ont menacé la monarchie. Riyad a envoyé des troupes, bien entraînées et bien armées, qui ont écrasé le mouvement démocratique. L'Allemagne livre aujourd'hui des centaines de chars d'assaut au régime saoudien. Et nul n'empêche l'Arabie saoudite de construire des centrales nucléaires, 16 blocs sont prévus à ce jour. Quel journal, quelle station audiovisuelle rapprocherait ces faits du développement de l'industrie nucléaire iranienne ?

En mars 2012, pourtant, il advint une chose surprenante: la *ZDF* (Deuxième chaîne allemande) a donné la parole au Président Ahmadinedjad, interviewé par Claus Weber. D'autres médias s'en sont indignés, par exemple *Cicero*, propriété de la firme suisse Ringier. Nos excellents médias avaient muselé Milosevic, Saddam et Kadhafi des années avant leur mort. Les condamnés à mort ne doivent exposer ni leurs opinions ni leurs intentions, sous peine de rendre possible une sortie négociée du conflit. La rédaction de la *ZDF* s'était expressément réservé le droit de retravailler l'entretien. Kleber s'est également efforcé de provoquer son interlocuteur. Mais *Cicero* dut constater avec effroi qu'Ahmadinedjad paraissait- ou aurait pu paraître - crédible et convaincant. De toute évidence la *ZDF* aussi s'en alarma, car l'entretien ne fut diffusé qu'après minuit.

Une autre Président très largement élu fut gratifié ces jours derniers par la *Frankfurter Rundschau* du titre « de « barbare impitoyable ». « Un Président qui croit pouvoir venger la mort d'un homme par celle d'un autre homme se met au rang des assassins ». Cette imprécation visait le Biélorusse Loukachenko, traité de dictateur au début et à la fin de l'article ; le journal du groupe DuMont lui reprochait de ne pas avoir gracié deux auteurs d'un attentat qui avait fait 15 morts et de nombreux blessés dans le métro de Minsk. Cette feuille traiterait-elle de « barbare » un Président des USA, qui a fait par exemple abattre Oussama Ben Laden et sa famille de nuit à leur domicile, sans que Ben Laden ait jamais été inculpé et encore moins jugé, un Président responsable des victimes, en nombre croissant, de drones opérant de nuit dans des pays lointains? Les morts ne pourront jamais témoigner en justice, à l'instar de ce terroriste français que 30 policiers d'élite n'ont, paraît-il, pas pu capturer vivant à son domicile. Et le soldat usaméricain Bradley Manning, qui a tenté d'alerter sur les crimes de guerre des USA en Irak risque la prison à vie.

[Eckart Spoo](#)

Traduit par [Michèle Mialane](#)

Edité par [Fausto Giudice](#)

---

Merci à [Tlaxcala](#)

Source: <http://www.sopos.org/aufsaetze/4f771b89e953a/1.phtml>

Date de parution de l'article original: 01/04/2012

URL de cette page: <http://www.tlaxcala-int.org/article.asp?reference=7130>

---

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19